

République Centrafricaine (RCA)  
Matrice de Suivi des Déplacements (DTM)  
Rapport 9 | Avril 2020



*Les activités de la DTM en RCA sont soutenues par :*



CHF



USAID  
FROM THE AMERICAN PEOPLE



Canada



Organisation internationale pour les migrations (OIM)  
L'organisme des Nations Unies chargé des migrations

Les avis exprimés dans ce rapport sont ceux des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'OIM, des donateurs et des partenaires : L'OIM croit profondément que la migration humaine et ordonnée est bénéfique pour les migrants et la société. En tant qu'organisation intergouvernementale, l'OIM agit avec ses partenaires de la communauté internationale afin d'aider à résoudre les problèmes opérationnels que pose la migration ; de faire mieux comprendre quels en sont les enjeux ; d'encourager le développement économique et social grâce à la migration ; et de préserver la dignité humaine et le bien-être des migrants.

Les cartes fournies le sont uniquement à titre illustratif. Les représentations ainsi que l'utilisation des frontières et des noms géographiques sur ces cartes peuvent comporter des erreurs et n'impliquent ni jugement sur le statut légal d'un territoire, ni reconnaissance ou acceptation officielles de ces frontières de la part de l'OIM.

Organisation Internationale pour les Migrations (OIM)  
Avenue de l'indépendance, en face de l'Hôtel Ledger Plaza,  
Bangui  
République Centrafricaine  
Adresse électronique : [DTMRCA@iom.int](mailto:DTMRCA@iom.int)  
Site internet : <http://www.globaldtm.info/rca/>

© OIM 2020

Le bureau principal de la mission se trouve à Bangui, avec des sous-bureaux additionnels à Bangassou, Bambari, Ndélé, Paoua, Bouar et Kaga Bandoro.

Pour toute information extraite de ce document, qu'elle soit citée, paraphrasée ou utilisée de quelque manière que ce soit, la source doit être mentionnée comme suit : "*Source : Organisation Internationale pour les Migrations, [Mois, Année], Matrice de Suivi des Déplacements (DTM)*".

## RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Ce rapport fournit un aperçu de la situation de déplacement et des besoins sectoriels dans les localités accueillant les populations mobiles en RCA, ayant effectué soit des mouvements de déplacement forcés, soit des mouvements de retour vers leurs zones d'origine. Les informations disponibles ici ne concernent que les préfectures et localités ayant pu être évaluées entre décembre 2019 et Janvier 2020 par l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), et les données détaillées de tout le rapport à l'échelle localité sont disponibles sur demande.



1 580 localités évaluées. 64% accueillent des Personnes déplacées internes.



47 % des localités évaluées n'ont pas de mécanisme de sécurité de protection des populations.



La population identifiée est composée de 528 140 PDI, 680 950 retournés internes, et 283 183 retournés de pays étrangers



La tendance générale est à une baisse des PDI (-2%), une augmentation des retours internes (+12%) et des retours de l'étranger (+8%) par rapport au round précédent (mi 2019).



89% des déplacements est due à des tensions ou conflits armés. 4% des déplacements causés par des catastrophes naturelles.



93% des ménages sont dans une situation de déplacement datant de moins de cinq ans.



85% des ménages déplacés ont des enfants à charge. 63% de la population déplacée est mineure.



Pour la moitié des localités d'accueil, les personnes déplacées n'ont pas accès aux services dont elles ont le plus besoin.



Obo, Djéma, Bambouti, Ippy, Bakala, et Kembe sont les six principales sous-préfectures où la perception d'insécurité est la plus négative.



Plus de la moitié (54%) des localités d'accueil posent le besoin de construction ou réhabilitation de points d'eau et de latrines.

## TABLE DES MATIERES

RÉSUMÉ EXÉCUTIF.....	3
INTRODUCTION.....	5
CONTEXTE.....	6
METHODOLOGIE DE LA DTM .....	7
LIMITES.....	9
APERCU D'ENSEMBLE DES DEPLACEMENTS.....	10
PERCEPTION DE L'ACTION HUMANITAIRE.....	Error! Bookmark not defined.
RESULTATS SECTORIELS.....	15
ANNEXES.....	26

# INTRODUCTION

La République centrafricaine est, depuis 2013, touchée par une crise politique, sécuritaire et humanitaire, caractérisée par des conflits entre groupes armés et des conflits communautaires, ayant induit des déplacements de populations importants. En réponse à cette crise, l'Organisation internationale pour les migrations a mis en place la Matrice de suivi des déplacements (DTM), outil qui recueille des données sur les effectifs et profils des populations déplacées, les tendances de déplacements ainsi que les conditions de vie, vulnérabilités et facteurs de protection des personnes déplacées. La DTM est actuellement déployée au sein de neuf des dix-sept préfectures du pays.

Ce rapport présente les résultats du neuvième round (**Round 9**) des évaluations DTM, effectuées entre le 26 décembre 2019 et le 31 janvier 2020 dans **1 580 localités** des dix préfectures couvertes. Il propose dans un premier temps une vue d'ensemble sur les mobilités observées à travers le pays, et donne par la suite une vision plus localisée par préfecture couverte, tout en offrant une comparaison évolutive depuis le dernier round.

Cette évaluation du Round 9 de la DTM a identifié un total de 1 492 273 individus. Ces chiffres incluent **528 140 PDI, 680 950 retournés internes et 283 183 retournés de l'étranger**. A la suite du précédent round DTM (Juillet 2019), les résultats clés présentés dans ce rapport mettent en lumière l'augmentation continue des retours internes (+12% par rapport au round 8 en juillet 2019) et des retours transfrontaliers (+8%). Enfin, une baisse des déplacements internes est observée (-2%).

La moitié des localités de retour sont perçues comme partiellement sécurisées pour les populations qui y résident. En dehors du besoin de réunification familiale qui dont il est fait mention au sein du quart des localités d'accueil des PDI, les autres types de vulnérabilités se retrouvent aussi bien dans les localités de déplacement que de retour.

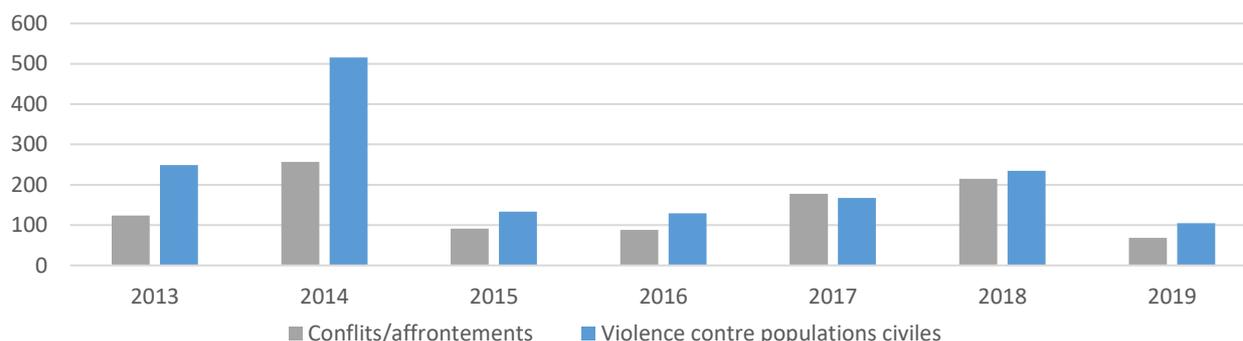
43 pour cent des localités d'évaluation ont bénéficié d'au moins un soutien humanitaire quelconque sur les trois derniers mois. Cependant, dans l'Ouham-Pendé et la Ouaka en particulier, la perception est que l'assistance est très insuffisante pour contribuer de manière significative à améliorer les conditions de vie des populations bénéficiaires. La moitié des localités ayant bénéficié d'une assistance humanitaire quelconque ne dispose d'aucun moyen pour remonter faire les plaintes et suggestion auprès de la coordination humanitaire.

Le contexte entre la période de collecte de données et l'écriture de ce rapport est particulièrement tendu dans le nord-Est du pays où se dessine depuis quelques temps les affrontements inter ethniques à connotation armée (à Birao, Bria et Ndélé).

## CONTEXTE

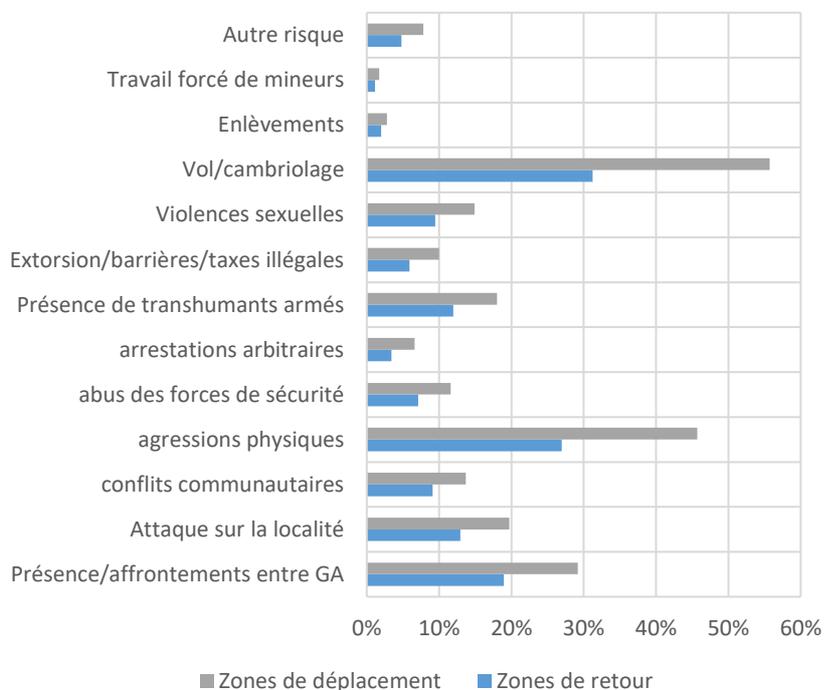
Sept ans après la crise qui a secoué la République Centrafricaine (RCA) en 2013, une importante population demeure encore en situation de déplacement, et les groupes armés présents sur le territoire demeurent pour le moins actifs dans leurs territoires d'influence. Depuis l'avancée du 6 février 2019 où les parties belligérantes ont signé l'Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation (APPR) à Khartoum, le contexte politique du pays a considérablement évolué mais des cas isolés de violation des droits des populations civiles demeurent sur l'ensemble du pays. L'accès humanitaire dans les zones sensibles demeure toujours partiel dans certaines zones comme les préfectures de Basse-Kotto et le sud-Est.

Graphique 1: Evolution des conflits et violences contre des civils en RCA de 2013 à 2019 (ACLED)



Le pic des conflits à l'échelle nationale de 2014 et la hausse de 2018 laisse place à une baisse des conflits et actes de violences, dénouement attribuable à l'APPR.

Graphique 2: Risques et menaces dans les localités d'accueil de la DTM (DTM, Round 9)



Les risques et menaces au sein des localités d'accueil et répertoriés au cours de la collecte de données sont dans l'ensemble plus accentués dans les localités de déplacement que dans celles de retour. Cela témoigne de la volatilité de la situation sécuritaire dans l'ensemble des zones de déplacement.

Indépendamment du type de localité d'accueil, les populations signalent un haut risque de cambriolage et d'exposition aux agressions physiques.

La présence ou l'affrontement entre groupes armés est considéré comme un risque dans les zones de déplacement (30% des localités).

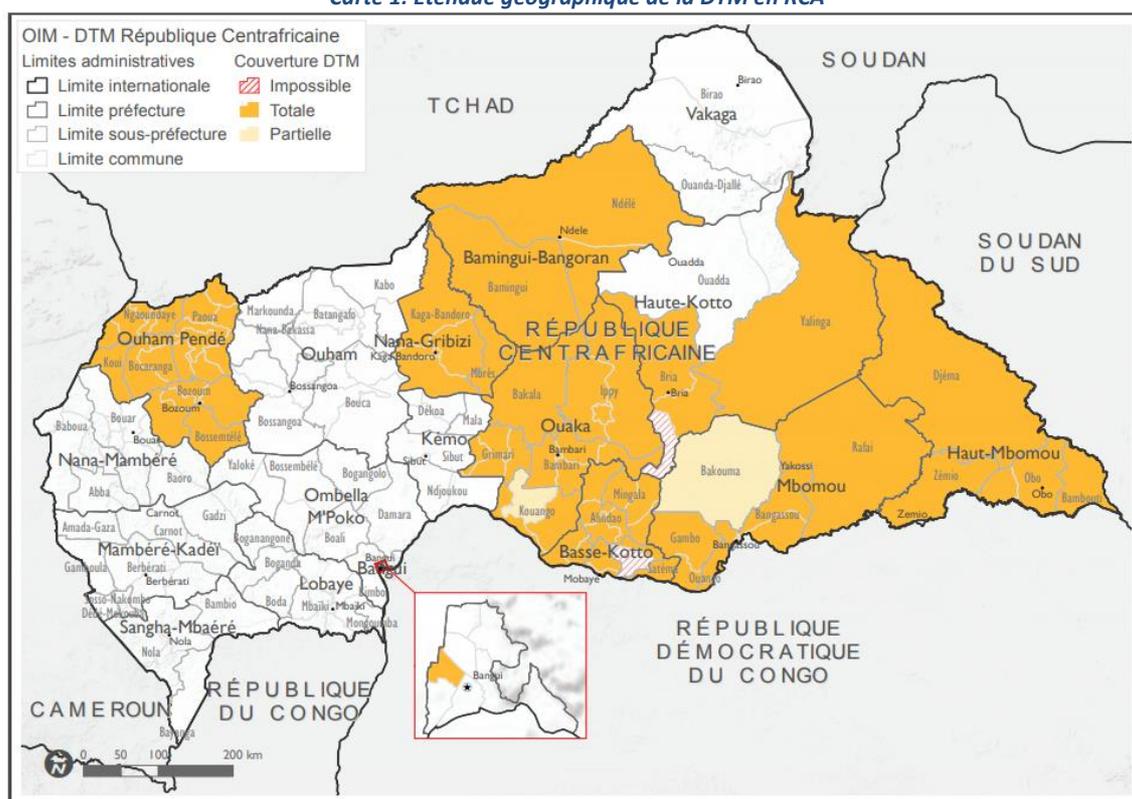
## METHODOLOGIE DE LA DTM

La Matrice de suivi des déplacements (Displacement Tracking Matrix, DTM, en anglais) est un système qui permet de faire le suivi des mouvements de populations. Il est mis en œuvre afin de capturer, analyser et partager des informations qui visent à améliorer la compréhension des mouvements de populations et des besoins des personnes déplacées. En plus d'être utilisée dans le cadre d'opérations de réponses humanitaires de moyenne à grande échelle, la DTM est également un outil efficace pour les activités de préparation, de relèvement et de transition. La DTM fournit des informations précises aux acteurs humanitaires, groupes sectoriels et acteurs gouvernementaux impliqués dans la réponse humanitaire sur les déplacements et les besoins des personnes affectées par une crise.

En République Centrafricaine (RCA), les données sont collectées avec des tablettes et envoyées en temps réel pour être centralisées dans une base de données électronique. Plusieurs formulaires adaptés à chaque niveau d'information requis sont utilisés. Ainsi, des informations sont collectées à différents niveaux : sous-préfectures, villages/villes, lieux de déplacements (sites et communautés hôtes), et ménages.

Pour le Round 9, la collecte de données s'est étendue du 26 décembre 2019 au 31 janvier 2020. 1 580 localités d'accueil<sup>1</sup>, 34 sites officiels de déplacés et 31 Sites non officiels ont été évalués dans les préfectures de Bangui, Ombella Mpoko(Bimbo), Basse-Kotto, Haute-Kotto, Haut-Mbomou, Mbomou, Nana-Gribizi, Ouaka et Ouham-Pendé.

Carte 1: Etendue géographique de la DTM en RCA



Trois niveaux d'enquête sont réalisés pour la collecte des données sur le suivi des mobilités :

<sup>1</sup> 240 localités nouvelles ont été évalué ce round en comparaison au round précédent. En majorité il s'agit de nouvelle commune couverte dans la Basse-Kotto (Mboui).

- L'évaluation au niveau des communes, menée auprès des maires et autres informateurs clés, en vue permet d'identifier les villes et villages accueillant des personnes déplacées ainsi qu'une estimation première de leur effectif par commune.
- L'évaluation des lieux d'accueil au niveau des villages/villes. Les données ont été collectées au moyen de groupes de discussion (là où cela était possible) ou auprès d'informateurs clés, dont les chefs de village, les représentants des déplacés, et d'autres personnes qui peuvent fournir des informations sur les populations déplacées des localités concernées. Ce questionnaire a permis d'identifier les sites ou lieux de regroupement, en plus d'une évaluation quantitative des flux et effectifs de populations déplacées vivant au sein des famille d'accueil. Cet outil fut également utilisé pour collecter des informations sur la perception communautaire concernant l'impact de l'action humanitaire dans les localités d'accueil ou de retour.
- L'évaluation au niveau des sites a été menée auprès d'informateurs clés incluant les acteurs impliqués dans la gestion des sites ou lieux de regroupement, y compris les représentant de populations vivant dans le site. Cette évaluation fournit un état des besoins, des services disponibles et vulnérabilités sommaires par site.

En RCA, la DTM suit les catégories suivantes de personnes :

- **Personne déplacée interne (PDI)** : « Personnes ou [...] groupes de personnes qui ont été forcées ou contraintes à fuir ou à quitter leur foyer ou leur lieu de résidence habituel, notamment en raison d'un conflit armé, de situations de violence généralisée, de violations des droits de l'homme ou de catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme ou pour en éviter les effets, et qui n'ont pas franchi les frontières internationalement reconnues d'un Etat ».
- **Retourné de RCA** : Les personnes retournées de RCA (anciennes PDI) sont des personnes qui ont quitté leur lieu habituel de résidence, se sont installées dans une autre localité en RCA et sont retournées dans leur sous-préfecture d'origine / lieu de résidence habituel.
- **Retourné de l'étranger** : Les personnes retournées d'un autre pays sont des personnes qui ont quitté leur lieu de résidence habituel en RCA, qui ont été déplacées dans un autre pays et qui sont retournées en RCA.

Graphique 1: Etat de mise à jour des données par préfecture et round DTM

Périodes d'évaluation	rounds d'évaluation							
	Rd2	Rd3	Rd4	Rd5	Rd6	Rd7	Rd8	Rd9
	Mai 18	Juil 18	Sep-18	Oct-18	Dec-18	avr 19	juil 19	Dec-19
Bamingui-Bangoran	●	●	●	●	●	●	●	●
Bangui	●	●	●	●	●	●	●	●
Basse-Kotto	●	●	●	●	●	●	●	●
Haute-Kotto	●	●	●	●	●	●	●	●
Haut-Mbomou	●	●	●	●	●	●	●	●
Mbomou	●	●	●	●	●	●	●	●
Nana-Gribizi	●	●	●	●	●	●	●	●
Ombella M'poko	●	●	●	●	●	●	●	●
Ouaka	●	●	●	●	●	●	●	●
Ouham-Pendé	●	●	●	●	●	●	●	●

**Légende**

- Données non mises à jour (reconduites)
- Données à jour

## LIMITES

La DTM en RCA vise à contribuer à la réponse humanitaire et à l'orienter en rendant disponible des informations relatives aux flux de déplacements, aux besoins des populations mobiles, et aux vulnérabilités spécifiques engendrées par la crise qui affecte le pays. La mise en œuvre de la DTM à des intervalles réguliers en fait un outil fiable permettant de fournir des informations à jour facilitant l'identification du déplacement et l'évolution des besoins. Cependant, en plus des limites méthodologiques, la complexité de la crise en RCA impose certaines contraintes et difficultés qui affectent la mise en œuvre de la DTM. Ces contraintes sont principalement de nature sécuritaire, financière, logistique et humaine.

Les données sectorielles sont présentées de manière générale, et reflètent l'opinion des groupes de discussion plutôt que celle même des ménages concernés. Elles sont donc présentées dans ce rapport à titre indicatif, et ne sauraient remplacer les résultats d'une étude plus approfondie tirée des évaluations individuelles ou par ménages, fournissant une meilleure compréhension contextuelle et détaillée sur chacune des thématiques. La section multisectorielle propose donc uniquement un aperçu indicatif des vulnérabilités sectorielles afin d'orienter toute enquête thématique plus élaborée.

La volatilité et l'imprévisibilité sécuritaire qui prévaut dans la plus grande partie du pays limite la couverture géographique du projet, en raison des restrictions d'accès et risques encourus par les équipes de la DTM. Il s'ensuit que l'évaluation d'une zone ne peut être effectuée que lorsque cette dernière devient accessible, impactant ainsi les estimations faites et chiffres rapportés d'une collecte à l'autre. C'est par exemple le cas pour la Basse-Kotto qui a pu être couverte en totalité lors de ce round, alors que la dernière couverture partielle était au mois de septembre 2018.

Par ailleurs, les contraintes logistiques restent importantes et ont également des répercussions sur la couverture géographique de la DTM. Le besoin d'utiliser des voies aériennes pour le déploiement des équipes et du matériel (formulaires, tablettes) dans certaines zones difficiles déconnectées de réseau, retarde ou empêche fréquemment la couverture de ces zones. De plus, le problème récurrent pour toutes les préfectures en dehors de la capitale, est la disponibilité limitée du réseau de télécommunications (téléphone et internet), empêchant la communication avec les énumérateurs de la DTM, l'envoi des données en temps réel pouvant parfois exacerber l'exposition aux risques d'insécurité.

Il est aussi important de considérer que dans certaines sous-préfectures comme Obo, lorsqu'il y a mouvement de population, les groupes d'individus nouvellement déplacés vers une localité d'accueil conservent le nom de leurs localités de provenance comme identification actuelle, afin d'être facilement identifiables par les communautés locales d'accueil. En conséquence, certains noms de localités attribués ne sont pas dans leur emplacement officiellement reconnu comme tel, mais sont utilisés juste à titre indicatif et illustratif.

Enfin, la couverture géographique de la DTM est aussi affectée par des contraintes budgétaires. Du fait des contraintes financières et sécuritaires, les opérations humanitaires en RCA ont un coût important et les budgets disponibles ne permettent pas la couverture de la totalité du territoire centrafricain.

Afin de minimiser ces problèmes d'accessibilité et de couverture géographique susmentionnés, l'OIM a procédé à la triangulation des informations pour avoir des données plus fiables. Pour les problèmes d'accès liés à la présence de groupes armés au Sud-Est où l'accès est assez difficile, certains des informateurs sont contactés par téléphone. Les données du round précédent ont été reconduites dans les localités où cela a été impossible.

## APERCU D'ENSEMBLE DES DEPLACEMENTS

Tout comme le montait déjà les rounds 7 et 8 de la DTM, la tendance générale en RCA est toujours aux mouvements de retour, à quelques exceptions près dans les zones du nord-ouest (Bria, Yalinga, Ndélé) et Ouest (Ouham-Pende). En conséquence, les variations par catégories de population en comparaison au round précédent de juillet 2019 montrent une baisse des PDI de deux pour cent, une augmentation de 12 pour cent des retours internes et une hausse de huit pour cent des retours de l'étranger.

Au total, la **population identifiée** est composée de **528 140 PDI<sup>2</sup>**, **680 950 retournés internes** et **283 183 retournés de pays étrangers**.

Graphique 2: Proportion de la population mobile



**43% des localités évaluées ont bénéficié d'au moins un soutien humanitaire<sup>3</sup> entre novembre 2019 et janvier 2020. Par catégories de population cela se présente ainsi :**

- Sur les 162 localités accueillant uniquement des PDI, l'assistance humanitaire a couvert 67 localités (41%).
- Sur les 312 localités de retournés internes, l'assistance humanitaire a couvert 133 localités (43%).
- Sur les 20 localités accueillant uniquement les retours de l'étranger, 8 ont été assistées (40%).

### a. Tendances de déplacement

Un total de 1 484 101 individus (soit 298 547 ménages) a été identifié sur l'ensemble des neuf préfectures couvertes par le round 9.

Tableau 1 : Catégories de populations, et évolution par préfecture depuis le round 8 de la DTM<sup>4</sup>

Préfectures	PDI	Evolution des PDI depuis rd 8	Retournés de RCA	Evolution des Retournés depuis le rd 8	Retournés d'autres pays	Evolution des retournés d'autre pays depuis le rd8	Total
Bamingui-Bangoran	2 716	N/A	1 170	N/A	763	N/A	4 649
Bangui*	59 452	+43%	28 090	+25%	26 056	+18%	113 598
Basse-Kotto	191 710	-2%	165 849	+26%	135 135	+8%	492 694
Haute-Kotto	82 921	+6%	16 808	+26%	361	+98%	100 090
Haut-Mbomou	18 134	-43%	21 445	+1%	6 736	-12%	46 315
Mbomou	76 585	-4%	107 249	+2%	43 721	+1%	227 555
Nana-Gribizi	31 737	+6%	111 452	+2%	2 040	+7%	145 229
Ombella M'poko*	8 120	N/A	798	N/A	0	N/A	8 918
Ouaka	45 598	-23%	47 565	+242%	3 755	+78%	96 918
Ouham Pendé	11 167	-11%	180 524	+2%	64 616	+9%	256 307
<b>Total</b>	<b>528 140</b>	<b>-2%</b>	<b>680 950</b>	<b>+12%</b>	<b>283 183</b>	<b>+8%</b>	<b>1 492 273</b>

<sup>2</sup> Dont 187 018 PDI ou 35% (41 284 ménages) en site officiel et informel, et 65% en communauté d'accueil.

<sup>3</sup> Les catégories incluent : vivres, bâches, abris, relance économique, santé, psychosocial, Eau-hygiène-assainissement, éducation.

<sup>4</sup> Les préfectures pour lesquelles la DTM ne dispose pas assez d'information comparatives, les évolutions depuis le round 7 ne sont pas marquées (N/A). C'est le cas de la Basse-Kotto et Bamingui-Bangoran.

\*Couverture partielle. Les données ne représentent que les sous-préfectures évaluées.

La **Basse-Kotto**, l'**Ouham-Pendé** et le **Mbomou** sont les trois préfectures avec la plus grande proportion de population mobile.

Dans la **Basse-Kotto (-2% de PDI par rapport au round 8)**, les fluctuations observées sont attribuables à l'accès de la commune de Mboui qui n'avait pas fait l'objet d'évaluation lors du round 8 à cause de l'insécurité. Dans cette commune ont été identifiés 312 ménages et 1 560 individus déplacés internes supplémentaires vivant au sein de 11 localités, presque tous déplacés depuis 2017. De même, 15 localités de cette commune accueillent 886 ménages de 4 430 individus retournés de RCA, et 40 ménages de 200 individus retournés de l'étranger. Les conditions d'insécurité sur plusieurs axes de cette préfecture restreignent encore l'accès aux populations.

Dans l'**Ouham-Pendé (-11% de PDI par rapport au round 8)**, l'amélioration des conditions sécuritaires a entraîné de nombreux de retour d'anciennes personnes déplacées en 2018. La majorité de ces retours ont eu lieu depuis les sous-préfectures de Ngaoundaye (commune de Kodi) et Kouï, en direction de la sous-préfecture de Ngaoundaye.

Le **Mbomou (-4% de PDI par rapport au round 8)** : Un total de 2 600 individus a effectué le mouvement retour vers les zones d'origine entre juillet et décembre 2019, portant le total de la population retournée interne de cette préfecture à 107 249 individus. La majorité des nouveaux flux de retours est constituée de personnes ayant effectué leur déplacement initial en 2017 et en début 2019, déplacements attribués aux conflits armés. La plupart des retours se sont effectués d'une localité à une autre de Bangassou, mais aussi depuis Bangassou vers la sous-préfecture de Bakouma.

#### b. Profil démographique des populations déplacées internes

Un échantillon de 4 159 ménages parmi les 298 547 ménages identifiés en localités d'accueil accessible a fourni les caractéristiques démographiques suivantes :

- 49% d'hommes et 51% de femmes
- 85% des ménages ont des enfants
- Taille moyenne du ménage : 6 personnes
- 63% des personnes déplacées sont des mineurs
- 8% sont des personnes âgées

#### c. Motifs de déplacement et de retour

Plus de la moitié des déplacements ayant eu lieu entre juillet et décembre 2019 (round 9) sont causés par l'action des groupes armés ou conflits assimilés (57%), tandis que les catastrophes naturelles sont la seconde raison des déplacements (35%). Les déplacements liés à la transhumance représentent un pour cent, et des déplacements suite à diverses causes représentent sept pour cent. Toutefois, en observant l'ensemble les déplacements internes identifiés, le motif principal de déplacement demeure pour une large proportion de déplacés le fait des tensions ou conflits armés (89% des déplacements internes). Le plus gros volume de PDI dans cette catégorie de motif se trouve dans la Basse-Kotto, le Mbomou et la Ouaka.

Tableau 1: Motifs des déplacements internes

Principal Motif de Déplacement	Individus (%)
Tensions / conflits armés	89%
Autre	6%
Catastrophes naturelles	4%
Transhumance	1%

Quant aux retours internes et transfrontaliers observés dans la même période, ils sont motivés pour majorité par une amélioration du contexte sécuritaire (67%). Les retours engendrés par la détérioration des conditions de vie en zone de déplacement représentent 25 pour cent, et les motifs familiaux quatre pour cent.

Tableau 2: Raisons de retour vers les lieux d'origine

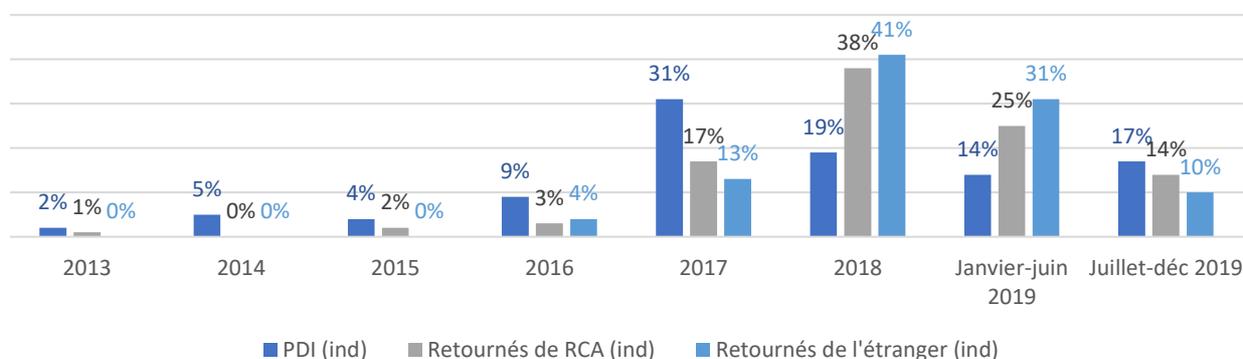
Principal Motif de retour	Individus (%)
Amélioration de la sécurité	58%
Economique	24%
Survie difficile en zone de déplacement	9%
Familial	6%
Discrimination/persécution	3%

Sur l'ensemble de la population retournée interne identifiée lors de ce round 9 et retournée entre 2013 et 2019, le facteur sécuritaire demeure le premier motif de déplacement suivi des raisons économiques. Les retours associés à la persécution ou discrimination sont plus manifestes dans l'Ouham-Pendé et le Haut-Mbomou, les retours sur la base des conditions difficiles de vie en zone de déplacement sont plus fréquents dans la Nana-Gribizi et la Basse-Kotto.

#### d. Périodes de déplacement

Le Round 9 a permis de recenser une population déplacée interne majoritairement déplacée en 2017 (31%). Les populations déplacées entre 2013 et 2015 et qui sont encore en situation de déplacement, sont majoritairement réparties entre le 3<sup>e</sup> arrondissement de Bangui, le Mbomou et la Ouaka. Ceux en situation de déplacement en 2016 se retrouvent majoritaires dans la Nana-Gribizi, tandis que la plupart des personnes déplacées entre 2017 et 2019 se retrouvent dans la Basse-Kotto et le Mbomou. Ce résultat est en phase avec les différentes phases de la crise qui affecte la RCA depuis 2013. La proportion des retours internes et transfrontaliers (retournés depuis l'étranger) a pris de l'ampleur dès la fin de l'année 2017.

Graphique 5: Populations mobiles par périodes de déplacement et de retour



Entre 2013 et 2017, la majorité des retours internes était concentrée dans la Nana-Gribizi, le Mbomou et la Basse-Kotto. A partir de 2018, les flux de retours sont plus abondants dans l'Ouham-Pendé et la Basse-Kotto, suivi du Mbomou.

#### e. Evolution des déplacements - déplacements prolongés

Près de 66 pour cent des flux de déplacement interne ont eu lieu au sein de la même sous-préfecture d'origine, tandis que 21 pour cent a eu lieu d'une sous-préfecture à l'autre (mais au sein de la même préfecture). Seuls 13 pour cent des flux de déplacement ont eu lieu au-delà de la préfecture d'origine.

Graphique 6: Evolution des PDI et Retournés par round DTM

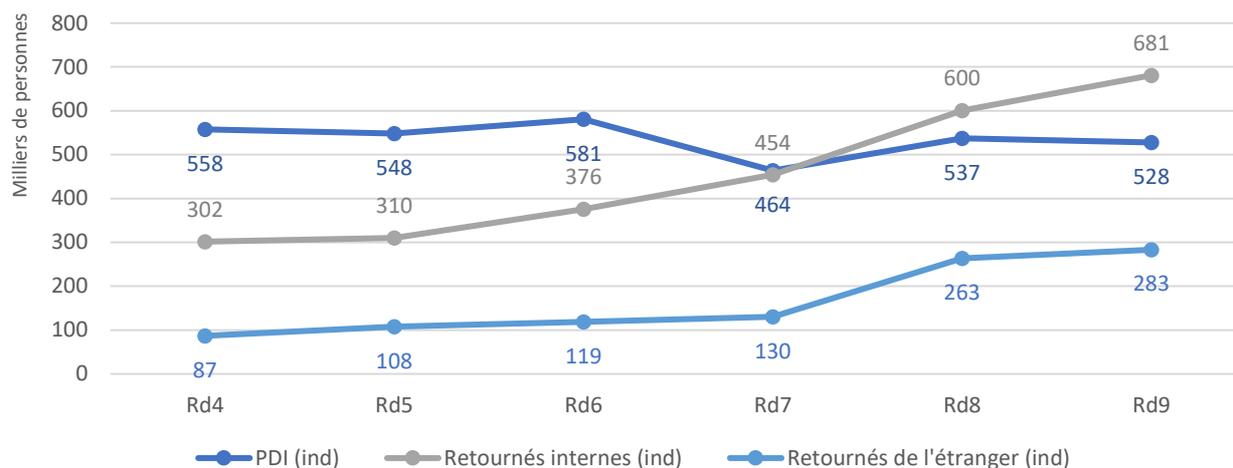


Tableau 4: Déplacements prolongés par préfecture

Prefectures	Déplacement interne prolongé
Bamingui-Bangoran	5%
Bangui	30%
Basse-Kotto	0%
Haute-Kotto	10%
Haut-Mbomou	16%
Mbomou	4%
Nana-Gribizi	2%
Ombella M'poko	0%
Ouaka	9%
Ouham-Pendé	4%

Sept pour cent du total des PDI est en situation de déplacement prolongé<sup>5</sup> (2013-2014), contre 93 pour cent dont la situation de déplacement date de moins de cinq ans.

Parmi ces déplacements prolongés, 35 pour cent a été déplacée d'une préfecture à une autre. Cette population réside pour la plupart dans le 3<sup>e</sup> arrondissement de Bangui et dans la Nana-Gribizi.

Dans la Haute-Kotto et le Mbomou, la majorité des PDI en situation de déplacement prolongé sont issus d'une sous-préfecture différente de leur sous-préfecture d'origine (mais sont issus de la même préfecture).

## f. Hébergement et abris des populations

Un peu moins de la moitié de la population mobile identifiée lors de ce round DTM est hébergée dans les habitations d'origine (47%), tandis que 34 pour cent est hébergée gratuitement au sein des familles d'accueil, 10 pour cent vivant sans abris ou dans des abris d'urgence, 9 pour cent en location, et un pour cent dans des centres collectifs. Le tableau suivant présente la situation d'hébergement détaillée par catégorie de population dans les localités évaluées.

Tableau 5: Situation d'hébergement pour les ménages déplacés et retournés

	Habitation d'origine	Famille d'accueil	Air Libre, Abris urgence	Location	Centre collectif
PDI	0	53 409 (54%)	25 826 (26%)	16 623 (17%)	2 210 (2%)
Retournés de RCA	95 890 (71%)	30 861 (23%)	1 530 (1%)	5 894 (5%)	222 (0%)
Retournés de l'étranger	40 087 (70%)	14 270 (25%)	255 (<1%)	2 504 (4%)	126 (<1%)
<b>TOTAL</b>	<b>135 977 (47%)</b>	<b>98 540 (34%)</b>	<b>27 611 (10%)</b>	<b>25 021 (8%)</b>	<b>2 558 (1%)</b>

La plupart des ménages **déplacés internes** (54%) est hébergée gratuitement au sein des familles d'accueil<sup>6</sup>, et une faible proportion vit en location (17%). Seuls 28 pour cent des ménages déplacés internes vivent soit dans des abris d'urgence (26%), soit dans des centres collectifs (2%).

<sup>5</sup> Déplacement ayant eu lieu entre 2013 et 2014 inclus. Il s'agit des personnes en situation de déplacement depuis au moins 5 ans.

<sup>6</sup> Le site de déplacés de Yalinga est exclu de cette analyse.

- Les plus fortes concentrations de PDI hébergés gratuitement par les familles d'accueil sont dans la Basse-Kotto (24 441 ménages) et le Mbomou (11 378 ménages).
- La Basse-Kotto (8 773 ménages) et la Ouaka (6 187 ménages) accueillent les plus fortes concentrations de PDI vivant dans des abris d'urgence.
- Pour ce qui est des ménages déplacés vivant en location, les fortes concentrations sont trouvées dans la Basse-Kotto (environ 5 238 ménages) et à Bangui (4 702 ménages).
- Les plus grandes concentrations de PDI vivant dans les centres collectifs sont présents dans Bangui (938 ménages) et le Haut-Mbomou (780 ménages).

Alors que seuls 5 pour cent des **ménages retournés de RCA** (anciennement déplacés internes) doivent payer un loyer pour leur hébergement dans les zones de retour, 95 pour cent ne fait pas face à ce problème de location (71% retournés dans leurs domiciles personnels qu'ils occupaient avant le déplacement, 23% sont en famille d'accueil, 1% dans des abris d'urgence, et une faible proportion dans les centres collectifs).

- Le volume de ménages retournés vivant en location est plus important à Bangui (1 655 ménages) et dans le Mbomou (1 004 ménages).
- Le Mbomou et la Basse-Kotto ont les plus fortes concentrations de ces retournés hébergés gratuitement par les familles d'accueil (respectivement 8 765 ménages et 7 101 ménages).
- La Basse-Kotto (1 220 ménages) et le Haut-Mbomou (183 ménages) ont les plus fortes concentrations de retournés vivant dans des abris d'urgence.
- Pour ce qui est des ménages retournés vivant en location, les fortes concentrations sont trouvées dans Bangui (1 655 ménages) et dans le Mbomou (1 004 ménages).
- Les plus grandes concentrations de retournés de RCA vivant dans les centres collectifs sont présents dans la Nana-Gribizi (185 ménages) et l'Ouham-Pendé (30 ménages).

Un pour cent des ménages identifiés comme étant **retournés de l'étranger** est hébergé dans des abris d'urgence (255 ménages) ou des centres collectifs (126 ménages). Le reste des ménages a soit, regagné le domicile personnel délaissé pendant la crise (70%), est hébergé gratuitement par les familles d'accueil dans les zones de retour (25%), ou vit en location (4%).

- La Basse-Kotto accueille plus de la moitié (22 754 ménages) des ménages retournés de l'étranger qui ont regagné leurs domiciles laissés avant la crise.
- Les plus fortes concentrations de ménages retournés de l'étranger et hébergés gratuitement par les familles d'accueil sont dans le Mbomou (4 205 ménages) et la Basse-Kotto (860 ménages).
- L'Ouham-Pendé (122 ménages) et le Haut-Mbomou (87 ménages) ont les plus fortes concentrations de retournés de l'étranger vivant dans des abris d'urgence.
- Bangui accueille plus de la moitié (1 481 ménages) des ménages revenus de l'étranger et qui vivent en location.
- Les populations retournées de l'étranger et vivant dans les centres collectifs sont plus représentés dans le Haut-Mbomou (45 ménages) et l'Ouham-Pendé (42 ménages).

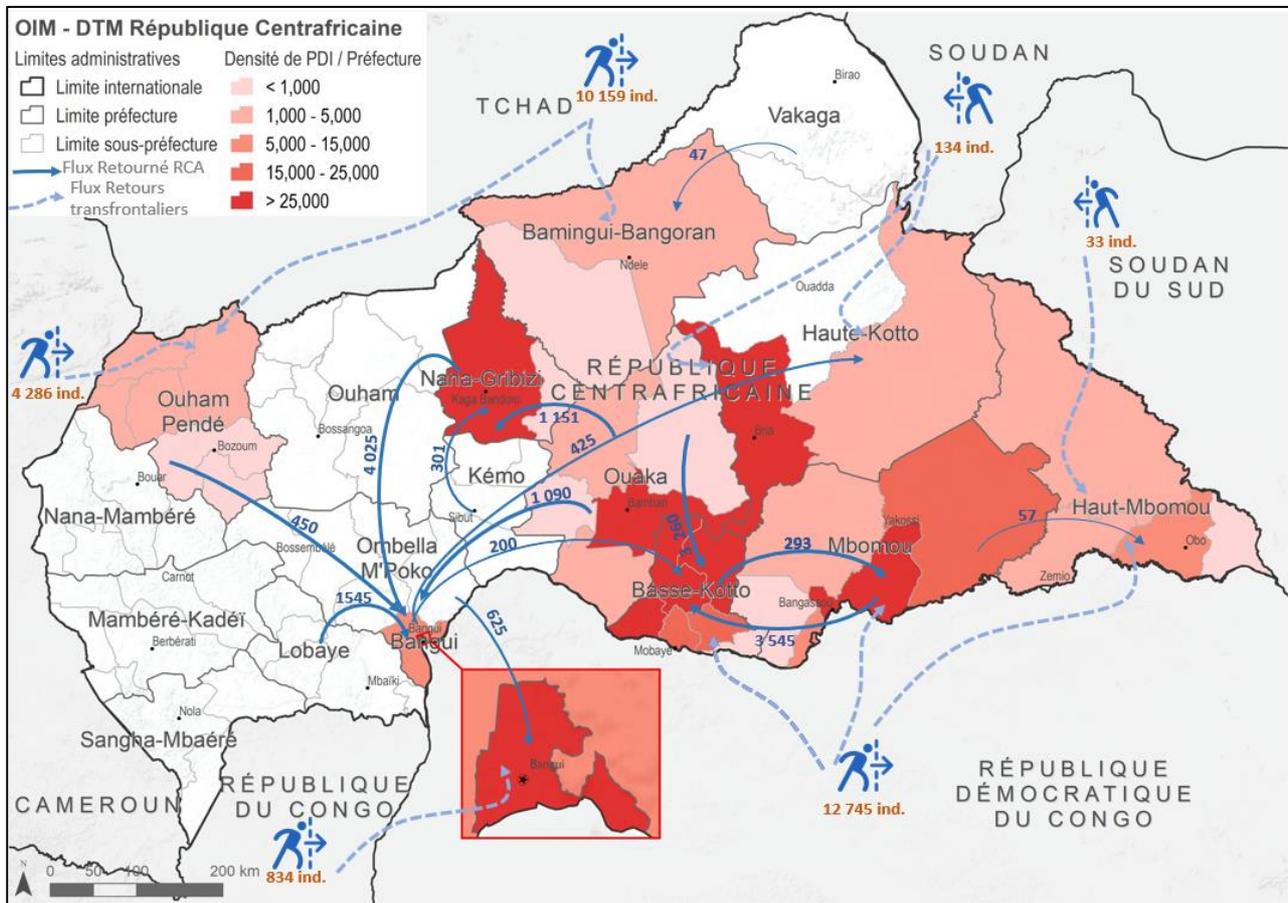
Dans 348 localités de retour, il est rapporté l'existence de retournés n'ayant pas pu regagner leurs abris qu'ils avaient avant le déplacement. Pour la plupart, de ces localités (329 localités), cette situation est attribuée au fait que les abris sont endommagés, tandis que dans d'autres situations (19 localités) ceci s'explique par le fait que d'autres personnes ayant des affiliations avec les groupes armés occupe le logement.

#### g. Déplacements secondaires ou mouvements de retour d'anciens déplacés

Entre juin (round 8) et décembre 2019 (round 9), un total d'environ 33 981 ménages a fait l'objet d'un nouveau déplacement. Sur l'ensemble des ménages caractérisant ce flux, 40 pour cent ont effectué un déplacement interne, 46 pour cent un mouvement de retour. La carte ci-dessus en est une illustration, de

laquelle on observe que les flux ont été plus abondants dans la zone centre, preuve que les mouvements de populations sont toujours d'actualité en RCA.

Carte 2: Flux des retours et densité de PDI entre round 8 et round 9



## RÉSULTATS SECTORIELS POUR LES PDI

Les résultats présentés dans ce chapitre visent à offrir un aperçu de la situation sectorielle dans les localités hébergeant **uniquement les populations déplacées internes**. Du fait de la méthodologie d'évaluation, les analyses y sont fournies en prenant comme unité d'analyse la localité ou les ménages<sup>7</sup>. La présence de ménages déplacés internes est identifiée dans **1 019 localités** sur les 1 580 évaluées. C'est sur cette base que sont analysées les informations qui suivent.

### a. Protection et sécurité

29 pour cent de localités accueillant les ménages déplacés internes, ont des cas de mineurs ou enfants non accompagnés (292 localités). 32 pour cent des localités accueillant les ménages déplacés internes ont au moins une victime de violence basée sur le genre (VBG) (319 localités). 25 pour cent des localités accueillent des ménages déplacés internes ont un besoin d'assistance en réunification familiale (250 localités). 73 pour cent des localités accueillant les ménages déplacés internes ont des personnes présentant un handicap physique ou mental (729 localités).

Le tableau ci-dessous fournit les détails par préfectures des vulnérabilités identifiées :

Tableau 6 : Localités d'accueil présentant des cas de vulnérabilités

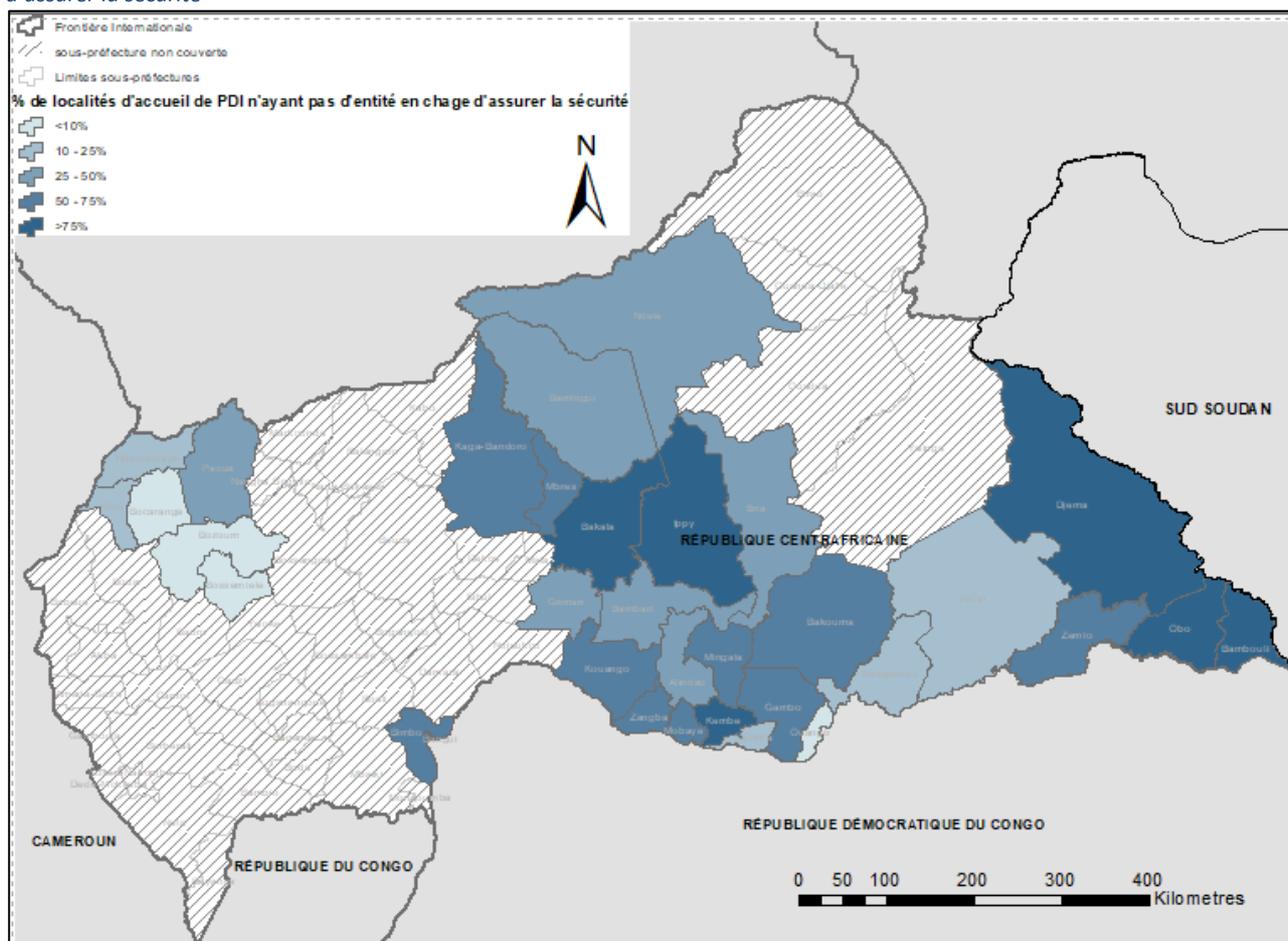
Préfectures	Enfants ou Mineurs non accompagnés		Victimes de VBG		Besoin de regroupements familial		Handicap physique ou mental	
	# localités	%	# localités	%	# localités	%	# localités	%
Ouham-Pendé	121	41%	82	26%	75	30%	179	24%
Mbomou	53	18%	74	23%	86	34%	146	20%
Basse-Kotto	27	9%	29	9%	20	8%	115	16%
Ouaka	19	7%	45	14%	11	4%	78	11%
Nana-Gribizi	18	6%	44	14%	19	8%	51	7%
Haut-Mbomou	17	6%	10	3%	9	4%	35	5%
Bamingui-Bangoran	14	5%	11	3%	13	5%	30	4%
Bangui	12	4%	9	3%	12	5%	54	7%
Haute-Kotto	10	4%	11	4%	3	1%	14	2%
Ombella M'Poko	1	0%	4	1%	2	1%	27	4%
		100%		100%		100%		100%

Sur **40 pour cent des localités évaluées ce round, la sécurité ne serait pas assurée, c'est-à-dire sans entité existante reconnue pour assurer la protection des populations**. La Nana-Gribizi(20%), la Basse-Kotto(18%) et la Ouaka (13%) sont les préfectures avec le plus de localités présentant cette caractéristique. En outre, seules quatre préfectures ont plus de 50 pour cent de leurs localités d'accueil disposant d'un mécanisme de sécurité, principalement Bamingui-Bangoran, le Mbomou, l'Ouham-Pendé, et la Haute-Kotto.

La carte suivante présente pour chacune des sous-préfectures d'évaluation, le pourcentage de localités accueillant les PDI et pour lesquelles la sécurité ne serait pas assurée : Obo, Djéma, Bambouti, Ippy, Bakala, et Kembe sont les six principales sous-préfectures où la perception d'insécurité sur la base de ces deux facteurs que sont la MINUSCA et les autorités locales est la plus négative. Ainsi donc, plus de 75 pour cent de chacune des localités d'accueil des PDI dans ces sous-préfectures sont jugées insécures par les populations elles-mêmes.

<sup>7</sup> Se référer à la section méthodologie. L'évaluation n'a pas été conduite au travers des enquêtes ménages, mais des groupes de discussion impliquant au moins trois informateurs clés par localité.

Carte 3: Répartition à l'échelle sous-préfectorale, de la proportion des localités d'accueil de PDI n'ayant pas d'entité en charge d'assurer la sécurité



### b. Logement-terre-propriété

Dans **91 pour cent des localités d'accueil de PDI**, la majorité des PDI étaient propriétaires de leurs propres logements avant le déplacement. Cependant, ces ménages ne disposent que rarement des documents d'attestation (18% des cas), lesquels seraient attribués par les autorités locales comme les chefs de villages ou de quartiers.

**Les abris actuellement occupés par les PDI dans la zone de déplacement sont décrits comme partiellement endommagés dans la majorité des localités d'accueil (60% des localités).** Ils sont dits endommagés dans 16 pour cent des localités, détruits dans deux pour cent des localités, et en bon état dans 22 pour cent des localités.

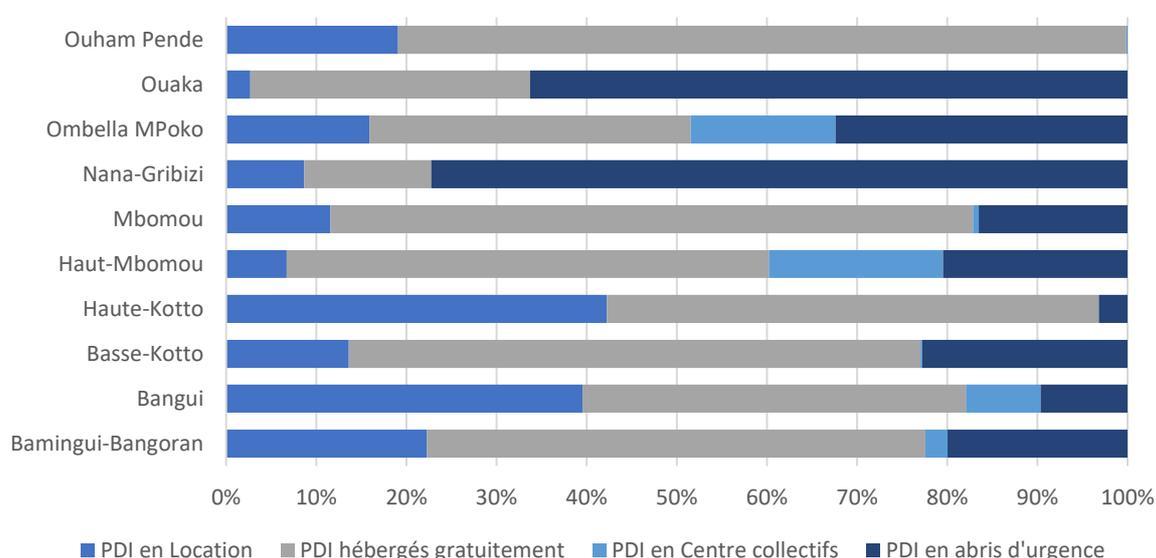
Dans 64 pour cent des lieux d'accueil de PDI à Bangui, la majorité des PDI vivent dans des abris qui sont en bon état. La même observation est réalisée dans l'Ombella M'Poko (56%). Dans toutes les autres préfectures, la majorité des localités d'accueillant les PDI hébergent ces derniers au sein des abris partiellement délabrés.

Tableau 7 : Etat des abris occupés par la majorité des PDI dans les localités d'accueil

Préfectures	Localités où la majorité des PDI vivent dans des abris en bon état	Localités où la majorité des PDI vivent dans des abris détruits	Localité où la majorité des PDI vivent dans des abris partiellement endommagés	Localité où la majorité des PDI vivent dans des abris endommagés
Ouham-Pendé	30%	0%	51%	19%
Ouaka	45%	1%	51%	3%
Bangui	64%	3%	32%	2%
Nana-Gribizi	19%	0%	60%	20%
Mbomou	10%	4%	65%	21%
Ombella M'poko	56%	0%	35%	9%
Haute-Kotto	13%	0%	87%	0%
Bamingui-Bangoran	3%	2%	60%	35%
Basse-Kotto	1%	4%	85%	10%
Haut-Mbomou	0%	0%	85%	15%

Environ 17 pour cent des PDI sont logé dans des location 54 pour cent sont hébergés par les familles d'accueil, vingt-six pour cent dans des abris d'urgence et 2 pour cent dans des centres collectifs (2%).

Graphique 7: Hébergement des PDI par préfecture d'évaluation

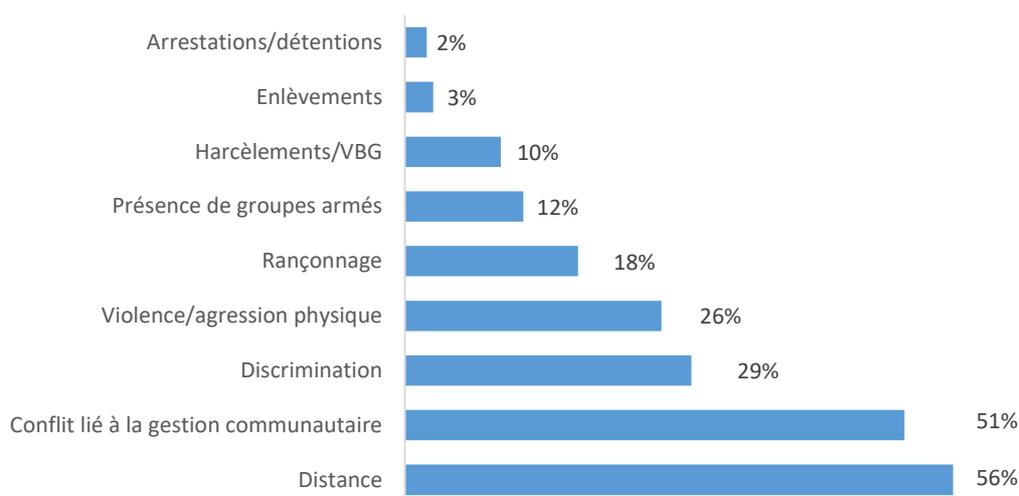


### c. Eau-Hygiène-Assainissement

La situation d'accès à l'eau pour les ménages déplacés se présente ainsi qu'il suit :

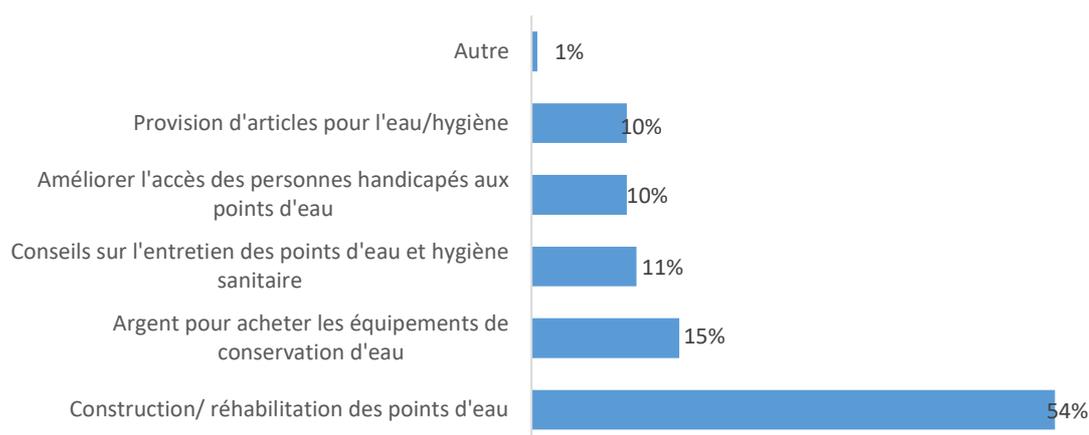
- **Source d'accès à l'eau** : Les puits traditionnels (37%), forages (32%) et eau de surface (22%) sont les sources d'eau les plus utilisées par les populations déplacées internes.
- **Distance d'accès et temps d'attente** : en moyenne, dans 45 pour cent des localités d'accueil, les PDI doivent parcourir 30 minutes à pied pour se procurer de l'eau à la source la plus proche. De même, dans 16 pour cent des localités les populations déplacées devraient marcher presque une heure entière pour accéder à la source d'eau la plus proche, particulièrement dans la Basse-Kotto et le Mbomou.
- **Obstacles pour ce qui est de l'accès à l'eau** : Selon les groupes de discussion, le premier obstacle à surmonter pour faciliter l'accès des populations à l'eau reste la distance, suivi des conflits dans l'organisation et la gestion des points d'eau communautaires.

Graphique 8: Obstacles rencontrés par les PDI pour l'accès à l'eau



- Principaux problèmes liés à la qualité de l'eau** : 73 pour cent des localités d'accueil font face à des problèmes d'eau. Les problèmes les plus fréquents sont le manque d'eau non potable (mentionné dans 60% des localités d'évaluation), la qualité de l'eau (eau trouble mentionnée dans 57% des localités d'évaluation) et son odeur (mentionné dans 51% des localités d'évaluation). La distance et les conflits liés à la gestion communautaire des points d'eau, sont les obstacles que rencontrent la plupart des PDI dans à peu près la moitié des localités d'accueil. Les cas de discrimination et violence physique sont rapportés également comme troisième et quatrième facteur obstruant l'accès aux points d'eau.
- Hygiène et salubrité** : Les latrines sont inutilisables dans 12 pour cent des localités observées et en très mauvais état dans 79 pour cent des cas. Seules dans huit pour cent des localités les latrines seraient opérationnelles, et ce surtout dans l'Ombella Mpoko (Bimbo) et dans la Haute-Kotto. Les localités accueillant uniquement des retournés (anciennes PDI) ont des toilettes en plus mauvais état que celles accueillant uniquement les ménages déplacés internes. Seulement un pour cent des localités d'évaluation dispose de mécanismes existants pour la gestion d'ordures, et pour la plupart il s'agit d'initiatives émanant d'associations locales.
- Accès à l'eau pour les personnes avec handicap** : Dans 39 pour cent des localités, les personnes en situation de handicap éprouvent des difficultés pour accéder aux points d'eau ou aux latrines. La principale raison évoquée pour expliquer cela est en plus de la distance, l'affluence et concurrence d'accès, et des limitations physiques imposées par le handicap.
- Soutien prioritaire pour adresser le problème d'EHA** : Sur l'ensemble des localités évaluées lors de ce round, le soutien le plus sollicité pour adresser les problèmes soulevés est la construction ou réhabilitation des points d'eau et de latrines dans les localités (54%).

Graphique 9: Points d'action proposés par les PDI pour résoudre les problèmes liés à l'Eau-Hygiène-Assainissement



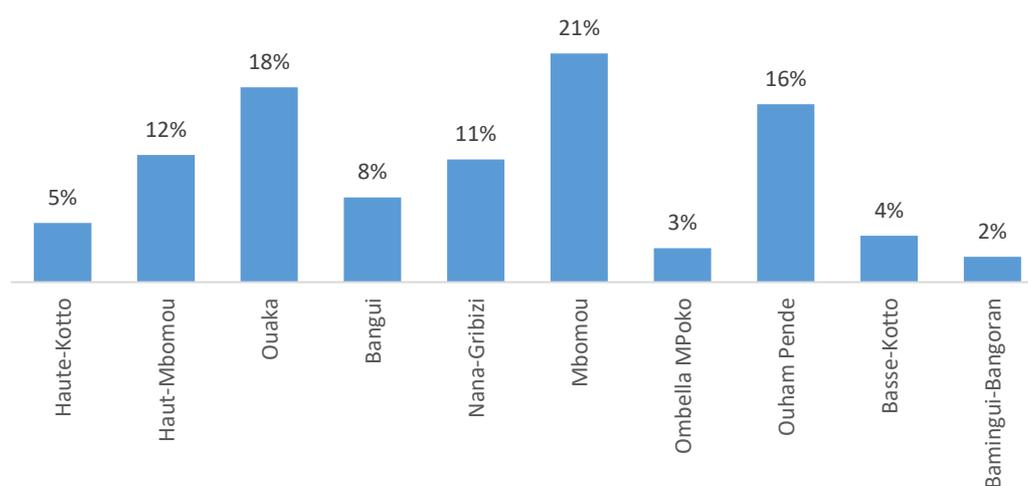
#### d. Sécurité alimentaire

**Source d'approvisionnement en nourriture :** La plupart des PDI tire leur source de nourriture principale du marché local ou de l'agriculture de subsistance (85%), de l'emprunt (35%) ou des dons reçus des ménages de la communauté d'accueil (29%).

L'assistance humanitaire n'occupe pas une place de choix parmi les sources de nourriture dans les localités d'accueil des PDI (26% des localités d'accueil disent s'y attendre comme moyen d'alimentation). Les PDI continueraient de pratiquer l'agriculture en zone de déplacement. Dans 81 pour cent des localités d'accueil, il est rapporté que ces derniers ont accès à la terre cultivable, contre 19 pour cent des localités où ils ce n'est pas le cas. Bangui est la seule préfecture où la plupart des PDI n'a pas accès à la terre cultivable, du fait qu'il s'agisse d'une zone plutôt urbaine.

Le graphique ci-dessous présente pour chaque préfecture d'évaluation, le nombre de localités accueillant les PDI, et la proportion de localités accueillant les PDI pour lesquels l'assistance humanitaire est une des sources d'approvisionnement en nourriture. Le Mbomou (54 localités sur 220), la Ouaka (46 localités sur 105) et l'Ouham-Pendé (42 localités sur 209) concentrent le plus de localités ayant cette caractéristique.

Graphique 10: Nombre de localités d'accueil où les PDI dépendent de l'assistance humanitaire pour leur nourriture



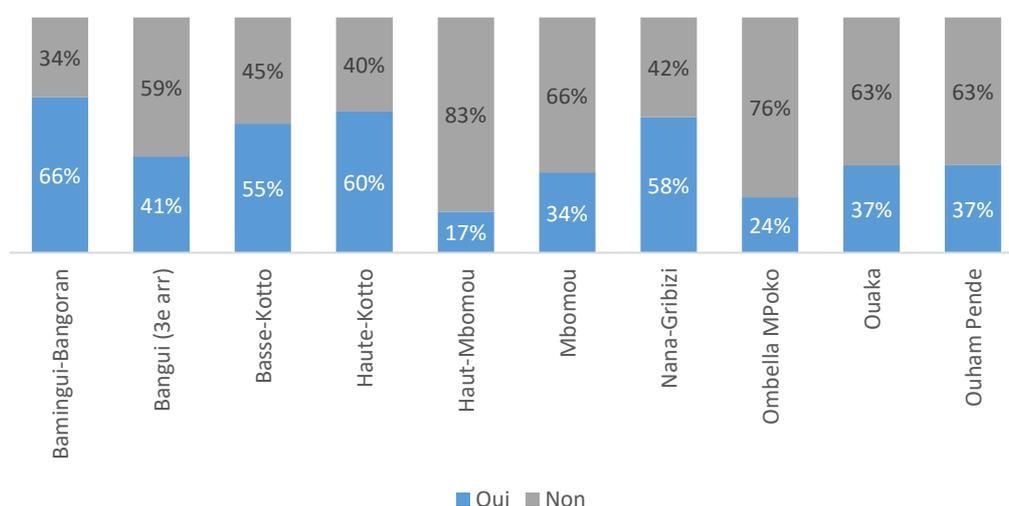
**Obstacles à l'accès :** Parmi les localités ayant les PDI s'approvisionnant sur les marchés, 92 pour cent ont accès aux marchés et huit pour cent n'y a pas accès à cause de plusieurs facteurs combinés (distance (80%), présence de groupes armés (42%), et l'insécurité sur la route (36%))

Dans Bangui, la Haute-Kotto et la Ouaka, deux-tiers des localités où les PDI ont accès au marché se trouvent à moins de 30 minutes de marche. Au sein de la Basse-Kotto et le Haut-Mbomou, les marchés sont beaucoup plus distants des points d'hébergement dans au moins 40 pour cent des localités, ce qui augmente le temps d'accès à environ une heure de marche.

### e. Santé

**Présence de services de santé fonctionnels :** Seules 40 pour cent des localités accueillant les PDI ont des services médicaux fonctionnels à proximité. Le graphique ci-dessous fournit une désagrégation par préfecture d'évaluation : Les PDI du Haut-Mbomou présenteraient une plus grande vulnérabilité due à l'absence de service de santé à proximité pour 83 pour cent des localités d'accueil. Elle se fait suivre par la sous-préfecture de Bimbo dans l'Ombella Mpoko.

Graphique 11: Services de santé fonctionnels dans les localités accueillant les PDI



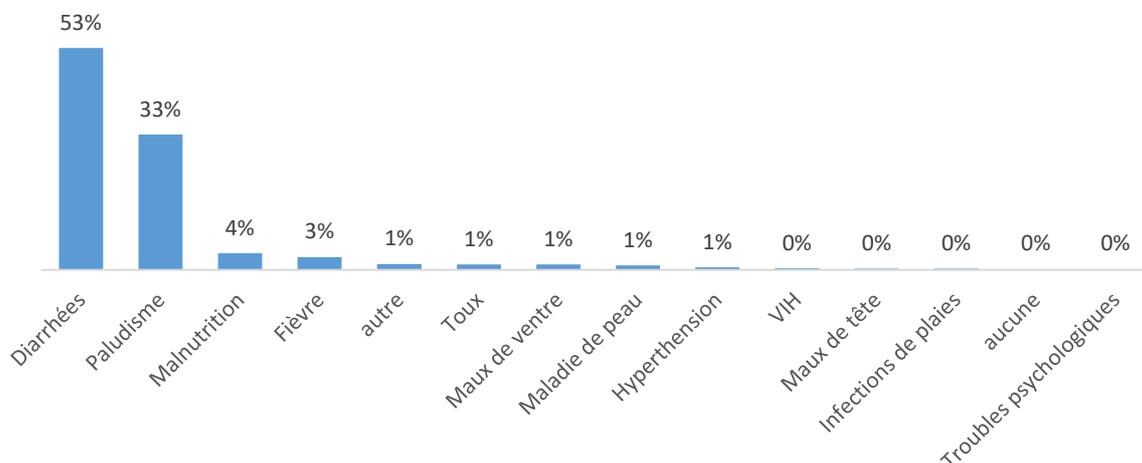
**Type de service de santé :** Seules 42 pour cent des localités accueillant les PDI disposent des services de santé fonctionnels (soit dans 422 localités). Plus du deux-tiers des services médicaux fonctionnels sont des centres de santé (70%).

**Accès :** Dans 61 pour cent des localités d'accueil où il y a des services de santé, les PDI éprouvent des difficultés à y accéder. Les difficultés les plus fréquemment évoquées sont d'ordre financière (dans 81% des localités), d'approvisionnement en médicament (63%), liés à la distance des services de santé (48%) ou encore liées à l'absence de personnel médical qualifié (43%).

Il est à noter que selon les groupes de discussion, dans 83 pour cent des localités d'accueil, les personnes en situation de handicap éprouvent des difficultés pour accéder aux services de santé.

**Accès aux services :** Dans les localités hébergeant les PDI et qui disposent des services médicaux fonctionnels, 38 pour cent des groupes de discussions estiment que la distance d'accès aux soins de santé est d'environ 30 minutes à pied, contre 31 pour cent qui estiment que les services de santé sont beaucoup plus proches (moins de 15 minutes). Par contre 10 pour cent des groupes de discussions animés ont rapporté que les centres de santé sont situés à près d'une heure de route à pied. Cette dernière observation est beaucoup plus accentuée dans la Basse-Kotto, la Bamingui-Bangoran et la Nana-Gribizi.

**Problèmes de santé :** Selon les informations fournies par les informateurs clés, les problèmes de santé les plus répandus parmi les personnes déplacées internes incluent respectivement la diarrhée (53%), le Paludisme (33%), la malnutrition (4%), la fièvre (3%), la toux (1%), les maladies de la peau (1%) et l'hypertension (1%) :



Dans sept sous-préfectures, plus de 75 pour cent des localités d'accueil sont activement touchées par le paludisme et la diarrhée. Il s'agit de Bamingui, Ippy, Bakala, Grimari, Kouango, Zangba et Kembé.

**Recommandations :** Les suggestions des groupes de discussions pour pallier aux problèmes de santé susmentionnés sont respectivement :

- Approvisionnement des centres médicaux en médicament/vaccins (32%).
- Diversification des services dans les centres médicaux (31%).
- Développer des mécanismes pour soutenir la prise en charge des frais médicaux (20%).
- Réduire les distances d'accès aux centres médicaux, en pourvoyant aux moyens de transport (7%).

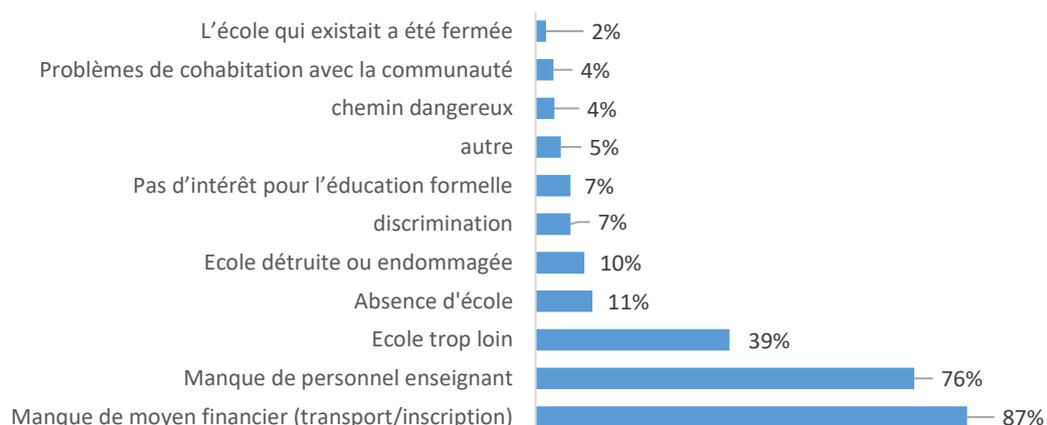
## f. Scolarisation

**Présence de population mobile sur les centres scolaires :** Les groupes de discussion ont rapporté dans 193 localités (19%) d'évaluation accueillant les PDI, l'existence de structures scolaires occupées par ces derniers. Ce constat est plus fort dans la préfecture du Mbomou (72 localités).

**Scolarisation des enfants déplacés internes :** Les enfants issus de ménages déplacés internes ont soit tous (39% des localités) soit en partie (57% des localités) accès à l'école. Dans 4 pour cent des localités ils n'ont pas du tout accès à l'école. La quasi-totalité (95%) des écoles fréquentées par les populations déplacées sont publiques.

Le graphique ci-dessous propose les **principales raisons justifiant la non-scolarisation** totale ou partielle des enfants déplacés internes. Il met premièrement en exergue les limites financières des ménages (dans 87% des localités concernées), qui ne leur permet pas de prendre totalement en charge les frais exigibles de scolarité ou le transport des enfants. L'absence de personnel enseignant est la deuxième raison évoquée (dans 76% des localités concernées), suivie de la distance aux écoles (39% des localités concernées). Dans ces localités, les groupes de discussion ont estimé qu'il faudrait parcourir une distance d'une à une heure et demie pour accéder aux centres éducatifs (pour plus de 61 pour cent de ces 239 localités).

Graphique 12: Raisons justifiant le non-accès partiel ou total des enfants PDI dans les localités d'évaluation (fréquence)  
-il s'agissait d'une question à choix multiple-



**Besoins principaux pour améliorer l'accès à l'éducation :** Les principaux leviers pour l'amélioration de l'éducation des PDI dans les localités d'accueil sont :

- La mise à disposition d'enseignants formés et qualifiés (19%),
- La création d'initiatives pour soutenir le paiement des frais scolaires par les parents (19%),
- La construction de nouvelles écoles (18%)
- L'appui au paiement des coûts de soutien aux enseignants (14%)
- La fourniture de kits didactiques (12%)
- La mise à disposition de fournitures aux élèves (9%)
- Réhabilitation d'écoles existantes (7%)
- Provision directe de fournitures (4%)

#### g. Communication

Pour 572 (soit 57%) des localités évaluées accueillant les PDI, le réseau téléphonique est disponible totalement ou partiellement. Les groupes de discussion menés dans les localités d'accueil de PDI ont exprimé leur opinion concernant l'information qui leur serait le plus utile, en dehors de ceux rattachés aux services classiques.

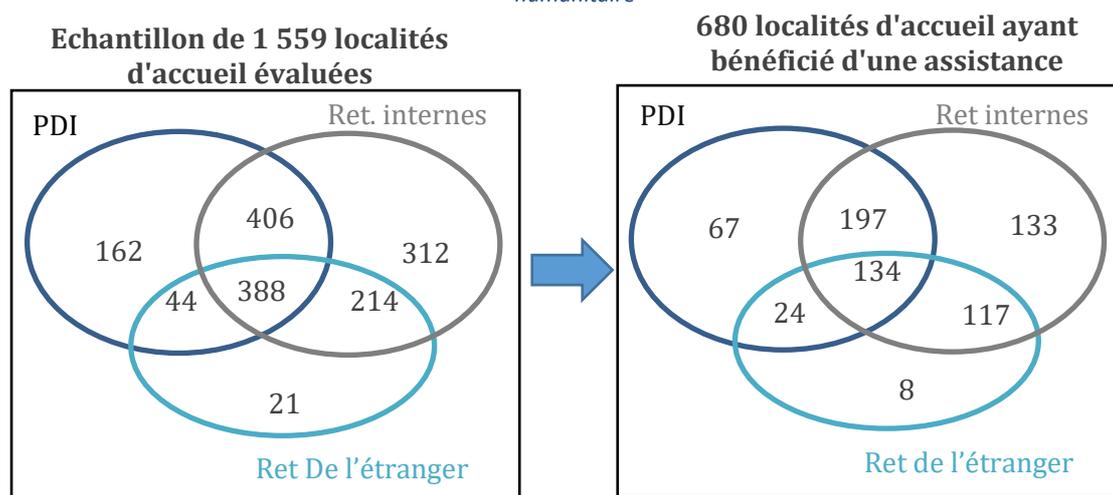
Les cinq sujets les plus récurrents sont respectivement :

- Information sur le processus de désarmement : 45 pour cent, soit 451 localités
- Information sur l'accès à la documentation : 37 pour cent, soit 374 localités
- Information sur les possibilités de retour : 36 pour cent, soit 364 localités
- Information sur le processus d'assistance humanitaire : 4 pour cent, soit 41 localités
- Information sur les membres de familles disparues : 2 pour cent, soit 22 localités.

## PERCEPTION DE L'ACTION HUMANITAIRE

Les discussions animées dans 1 559 localités accessibles sur les 1 580 évaluées pendant le round 9, ont permis d'aborder les questions de l'aide humanitaire et de la redevabilité avec les populations des localités d'accueil. Au total, **680 localités d'accueil (de PDI et de retournés) ont bénéficié d'une assistance humanitaire entre novembre 2019 et Janvier 2020**, ce qui représente 43 pour cent de l'ensemble des localités d'évaluation pour ce round 9, qui ont bénéficié d'une assistance humanitaire quelconque.

Graphique 13: Localités d'accueil de l'échantillon (à gauche) ; Localités d'accueil ayant bénéficié d'au moins un service humanitaire



Des 680 localités ayant bénéficié d'une assistance humanitaire quelconque, 422 accueillent des PDI (67 hébergent uniquement les ménages PDI, et 355 hébergent des ménages PDI avec d'autres catégories de population), 581 accueillent des retournés internes (133 hébergent uniquement les ménages retournés internes, et 448 hébergent des ménages retournés internes avec d'autres catégories de population), et 283 accueillent des retournés de l'étranger (8 hébergent uniquement les ménages retournés de l'étranger, et 275 hébergent des ménages retournés de l'étranger avec d'autres catégories de population),

Le tableau ci-dessous se concentre uniquement sur chacune des catégories exclusives, et présente pour chacune d'elles le nombre total de localités de l'échantillon, et le nombre de localités du même échantillon, ayant bénéficié d'une assistance quelconque. Il fournit une

Tableau 9: Localités d'accueil ayant bénéficié d'au moins une assistance humanitaire entre nov2019 et janv2020

Préfectures	Déplacés internes		Retournés internes		Retournés de l'étranger	
	# Localités accueillant uniquement les PDI	# loc. ayant Bénéficié d'au moins un service	# Localités accueillant uniquement les retournés	# loc. ayant Bénéficié d'au moins un service	# Localités accueillant uniquement les retournés	# loc. ayant Bénéficié d'au moins un service
Bamingui-Bangoran	17	3	162	0	1	0
Bangui (3 <sup>e</sup> )	30	11	3	1	0	0
Basse-Kotto	9	0	25	8	1	1
Haute-Kotto	N/A	N/A			N/A	0
Haut-Mbomou	18	17	10	7	72	1
Mbomou	11	2	21	2	0	2
Nana-Gribizi	11	8	159	65	0	0
Ombella M'poko	30	7	2	1	0	0
Ouaka	12	4	15	11	10	0
Ouham Pendé	24	15	74	38	20	4
<b>Total</b>	<b>162</b>	<b>67 (41%)</b>	<b>312</b>	<b>133 (43%)</b>	<b>104</b>	<b>8 (40%)</b>

Le tableau révèle que 41 pour cent des localités accueillant exclusivement des PDI, ont reçu une assistance humanitaire (67 localités sur 162). De même pour les autres groupes, 43 pour cent des localités accueillant

exclusivement des retournés internes ont bénéficié d'une assistance humanitaire quelconque (133 localités sur 312), et 40 pour cent des localités accueillant exclusivement des retournés de l'étranger ont bénéficié d'une assistance humanitaire quelconque (8 localités sur 104).

Extrapolés au nombre de ménages pour chacune des catégories de population identifiées dans les localités dont il est question, le tableau ci-dessous permet d'estimer qu'environ 8 870 ménages déplacés internes (15% des ménages déplacés internes), 12 907 ménages retournés internes, et 3 216 ménages retournés d'autre pays auraient été bénéficiaires potentiels d'un appui humanitaire quelconque dans leur localité d'accueil. Cela fait **un total d'environ 24 993 sur 44 264 ménages déplacés et retournés exclusifs, ayant bénéficié d'une assistance humanitaire quelconque dans la période de novembre 2019 à Janvier 2020.**

Tableau 10: Estimation des ménages ayant bénéficié de l'assistance humanitaire entre nov2019 et janvier 2020

Estimation de ménages par catégorie	Déplacés internes		Retournés internes		Retournés de l'étranger	
	# ménages déplacés estimés dans les 162 localités	# ménages déplacés internes ayant Bénéficié d'au moins un service dans les 67 localités	# ménages retournés internes estimés dans les 312 localités	# ménages retournés internes, ayant Bénéficié d'au moins un service dans les 133 localités	# ménages retournés de l'étranger estimés dans les 21 localités	# ménages retournés de l'étranger, ayant Bénéficié d'au moins un service dans les 8 localités
Population estimée	12 551 mén	8 870 mén	27 299 mén	12 907 mén	4 414 mén	3 216 mén

- **Dans 67 pour cent des localités (460 sur les 680 ayant reçu une assistance), les populations représentées dans les groupes de discussion estiment que l'assistance reçue ne couvre pas les besoins essentiels des populations déplacés.** Cette affirmation concerne majoritairement les localités d'accueil de PDI dans le Haut-Mbomou, ainsi que les localités de retour interne dans la Nana-Gribizi et l'Ouham-Pendé.
- **Dans 39 pour cent des localités (266 sur les 680 ayant reçu une assistance), l'assistance reçue ne permet pas aux populations déplacées d'améliorer leurs conditions de vie.** Cette perception se déduit des groupes de discussions animés Dans toutes les préfectures d'évaluation outre la Ouaka et l'Ouham-Pendé.
- **Dans la moitié des localités accueillant les PDI et bénéficiaires de l'assistance humanitaire, les personnes déplacées ignorent les mécanismes pour remonter des suggestions ou plaintes auprès de ceux qui fournissent de l'aide.** Seule l'Ouham-Pendé fait exception en comparaison aux autres préfectures d'évaluation.
- **La majorité des localités bénéficiaires d'assistance rapportent au travers des groupes de discussion l'insuffisance dans la communication d'acteurs humanitaires sur leurs critères de sélection de bénéficiaires.** Un total de 373 localités sur 680 sont dans cette catégorie. La communication sur les critères de sélection de bénéficiaires semble moins systématique dans les localités de retour que dans les localités de déplacement.
- **Pour le tiers des localités ayant bénéficié d'une assistance quelconque, les groupes de discussion estiment que l'assistance ne cible pas vraiment ceux qui en ont le plus besoin.** Cette perception est plus accentuée dans le Haut-Mbomou, le Mbomou et l'Ombella Mpoko (zones affectées par les inondations de novembre 2019).
- Les deux tiers des localités d'accueil ayant bénéficié d'une assistance humanitaire, rapportent à travers des groupes de discussion que les assistances sont fournies avec respect de la dignité des personnes bénéficiaires. De même, ils rapportent que les assistances se déroulent toujours dans le respect de la sécurité des bénéficiaires.

## ANNEXES

## Annexe 1 : Catégories de population par sous-préfecture

Préfectures	Sous-Préfectures	Personnes déplacées interne		Personnes retournées (anciennes PDI)		Personnes revenues de pays étrangers	
		Individus	%	Individus	%	Individus	%
Bamingui-Bangoran	Bamingui	424	0%	448	0%	9	0%
Bamingui-Bangoran	Ndélé	2 292	0%	722	0%	754	0%
Bangui	Bangui	59 452	11%	28 090	4%	26 056	9%
Basse-Kotto	Alindao	49 565	9%	36 974	5%	375	0%
Basse-Kotto	Kembé	18 490	4%	15 360	2%	200	0%
Basse-Kotto	Mingala	28 650	5%	7 665	1%	30	0%
Basse-Kotto	Mobaye	15 530	3%	21 535	3%	29 700	10%
Basse-Kotto	Satéma	745	0%	22 635	3%	41 005	14%
Basse-Kotto	Zangba	78 730	15%	61 680	9%	63 825	23%
Haute-Kotto	Bria	81 823	15%	13 633	2%	361	0%
Haute-Kotto	Yalinga	1 098	0%	3 175	0%	0	0%
Haut-Mbomou	Bambouti	904	0%	0	0%	513	0%
Haut-Mbomou	Djéma	3 635	1%	840	0%	0	0%
Haut-Mbomou	Obo	9 800	2%	890	0%	137	0%
Haut-Mbomou	Zémio	3 795	1%	19 715	3%	6 086	2%
Mbomou	Bakouma	3 837	1%	8 050	1%	136	0%
Mbomou	Bangassou	45 608	9%	56 966	8%	21 788	8%
Mbomou	Gambo	456	0%	12 831	2%	92	0%
Mbomou	Ouango	8 422	2%	21 151	3%	20 666	7%
Mbomou	Rafai	18 262	3%	8 251	1%	1 039	0%
Nana-Gribizi	Kaga-Bandoro	31 353	6%	98 023	14%	2 040	1%
Nana-Gribizi	Mbrès	384	0%	13 429	2%	0	0%
Ouaka	Bakala	2 311	0%	655	0%	0	0%
Ouaka	Bambari	40 156	8%	33 037	5%	443	0%
Ouaka	Grimari	636	0%	1 433	0%	0	0%
Ouaka	Ippy	350	0%	8 713	1%	0	0%
Ouaka	Kouango	2 145	0%	3 727	1%	3 312	1%
Ouham Pende	Bocaranga	3 444	1%	23 493	3%	8 361	3%
Ouham Pende	Bossem-télé	103	0%	654	0%	499	0%
Ouham Pende	Bozoum	360	0%	4 842	1%	745	0%
Ouham Pende	Koui	1 279	0%	8 814	1%	4 912	2%
Ouham Pende	Ngaoundaye	2 891	1%	45 729	7%	24 777	9%
Ouham Pende	Paoua	3 090	1%	96 992	14%	25 322	9%
Ombella MPoko	Bimbo	8 120	2%	798	0%	0	0%
	<b>33</b>	<b>528 140</b>	<b>100%</b>	<b>680 714</b>	<b>100%</b>	<b>283 183</b>	<b>100%</b>

## Annexe 2 : Liste complète de la population déplacée sur les sites et lieux de regroupement

ID	Préfectures	Sous-préfectures	Communes	Localité	Nom_Site	Ménages	Individus
1	Bangui	Bangui	Arrondissement 2	BRUXELLES	CICI	149	745
2	Bangui	Bangui	Arrondissement 2	PARIS CONGO	CPI	266	1330
3	Bangui	Bangui	Arrondissement 2	SAPEKE II	Maison des jeunes	315	1575
4	Bangui	Bangui	Arrondissement 2	LAKOUANGA V	Socada	350	1750
5	Bangui	Bangui	Arrondissement 6	GBANIKOLA II	Eglise Orthodoxe	66	330
6	Bangui	Bangui	Arrondissement 6	LINGUISSA II	Kamache	164	820
7	Bangui	Bangui	Arrondissement 6	PETEVO	Kolongo	106	527
8	Bangui	Bangui	Arrondissement 6	PETEVO	Pétevo Ecole	147	738
9	Bangui	Bangui	Arrondissement 6	GBANIKOLA II	Port petrolier 1	107	535
10	Bangui	Bangui	Arrondissement 6	GBANIKOLA II	Port petrolier 2	46	234
11	Bangui	Bangui	Arrondissement 6	SAPEKE I	Sapeke	54	268
12	Bangui	Bangui	Arrondissement 6	LINGUISSA I	Sawara bongossoua 2	69	438
13	Bangui	Bangui	Arrondissement 6	LINGUISSA I	Sega	112	557
14	Bangui	Bangui	Arrondissement 7	KAMI	Kami	58	290
15	Bangui	Bangui	Arrondissement 7	NGBARKANGUI	Ngbarkangui	23	119
16	Bangui	Bangui	Arrondissement 7	DAOUKA	Taouka	28	140
17	Basse-Kotto	Alindao	Alindao	BANDA-DEKA	LR Banda deka	1346	6730
18	Basse-Kotto	Alindao	Alindao	NGAKE	LR Ngake	142	710
19	Basse-Kotto	Alindao	Alindao	ALINDAO	Site Afaps	144	720
20	Basse-Kotto	Alindao	Alindao	CONGO 2	Site Elim	754	2819
21	Basse-Kotto	Alindao	Alindao	QUARTIER MISSION	Site Mission Catholique	4788	18912
22	Basse-Kotto	Alindao	Alindao	VOUNDJA DJOGO	Site PK3	163	815
23	Basse-Kotto	Alindao	Bakou	KONGBO	Site Kongbo	1436	7180
24	Basse-Kotto	Kembé	Kembé	BATAGNINDOU	LR D (Kondo)	584	3629
25	Haute-Kotto	Bria	Bria	YANDOMO	Site Gendarmerie Zémio	205	1026
26	Haute-Kotto	Bria	Bria	BORNOU 1	Site Perseverance	317	1587
27	Haute-Kotto	Bria	Bria	LA-SMI	Site Petit Seminaire	335	1430
28	Haute-Kotto	Bria	Bria	PK 3	LR C (Agoumar 3)	340	1619
29	Haut-Mbomou	Djema	Djema	KADJIMA	LR Dembia	158	807
30	Haut-Mbomou	Djema	Djema	KADJIMA	Site A	284	1406
31	Haut-Mbomou	Djema	Djema	KADJIMA	Site Aim	189	1265
32	Haut-Mbomou	Djema	Djema	KADJIMA	Site B	461	2305
33	Bangui	Bangui	Arrondissement 2	BRUXELLES	Site Kaba	74	291
34	Bangui	Bangui	Arrondissement 2	PARIS CONGO	Site Lazaret	2081	8183
35	Bangui	Bangui	Arrondissement 2	SAPEKE II	Site Mbella	485	1012
36	Bangui	Bangui	Arrondissement 2	LAKOUANGA V	Site Minusca	3049	12565
37	Bangui	Bangui	Arrondissement 6	GBANIKOLA II	Site Alternatif (Misca)	868	4336
38	Bangui	Bangui	Arrondissement 6	LINGUISSA II	Site Elevage	1702	8507

ID	Préfectures	Sous-préfectures	Communes	Localité	Nom_Site	Ménages	Individus
39	Haut-Mbomou	Djema	Djema	KADJIMA	LR C1	245	1085
40	Haut-Mbomou	Obo	Obo	NAKPANGA	Site Communauté Peuhl (Boyo)	62	310
41	Haut-Mbomou	Obo	Obo	YAGBA	Site de Mboki	292	1579

42	Haut-Mbomou	Obo	Obo	BAMBITO	Site de Zemio	146	693
43	Haut-Mbomou	Obo	Obo	MOTOPI	Site Gambo	136	672
44	Haut-Mbomou	Zémio	Zémio	KONDO	LR D (Kondo)	586	3637
45	Haut-Mbomou	Zémio	Zémio	ARGUE	Site Gendarmerie Zémio	191	949
46	Mbomou	Bakouma	Bakouma	NGUEREFARA	Site Perseverance	434	2170
47	Mbomou	Bangassou	Bangassou	YOUGOU	Site Petit Seminaire	490	2450
48	Mbomou	Rafai	Rafai	AGOUMAR 3	LR C (Agoumar 3)	342	1629
49	Mbomou	Rafai	Rafai	DEMBIA	LR Dembia	588	2940
50	Mbomou	Rafai	Rafai	BINGBA 3	Site A	292	1460
51	Mbomou	Rafai	Rafai	AIM	Site Aim	189	1265
52	Mbomou	Rafai	Rafai	SANDOU	Site B	286	1430
53	Nana-Gribizi	Kaga-Bandoro	Grivaï-Pamia	KABA	Site Kaba	86	334
54	Nana-Gribizi	Kaga-Bandoro	Kaga-Bandoro	LAZARE	Site Lazaret	2049	8129
55	Nana-Gribizi	Kaga-Bandoro	Kaga-Bandoro	MBELLA	Site Mbella	824	2967
56	Nana-Gribizi	Kaga-Bandoro	Kaga-Bandoro	KOKOROTA	Site Minusca	2993	12424
57	Ombella M'Poko	Bimbo	Bimbo	M'POKO BAC 3	Atib	20	100
58	Ombella M'Poko	Bimbo	Bimbo	SAMBROLA	Centre émetteur	48	244
59	Ombella M'Poko	Bimbo	Bimbo	GUITANGOLA 1	Delacourt	285	1425
60	Ombella M'Poko	Bimbo	Bimbo	GBOTORO	Gbotoro	71	355
61	Ombella M'Poko	Bimbo	Bimbo	CITE KODJO	Kodjo	191	955
62	Ombella M'Poko	Bimbo	Bimbo	M'POKO BAC 2	Micheline	193	965
63	Ombella M'Poko	Bimbo	Bimbo	SANDIMBA 2	Sandimba 2	50	250
64	Ouaka	Bambari	Bambari	DECAMPS	Site Alternatif (Misca)	1126	4056
65	Ouaka	Bambari	Bambari	AVIATION	Site Aviation	1113	4359
66	Ouaka	Bambari	Bambari	SAMBIA	Site Elevage	2663	8896
67	Ouaka	Bambari	Bambari	KIDJIGRA 1	Site Notre Dame De Victoire	711	2454
68	Ouaka	Bambari	Danga-Gboudou	MALOUM 1	Site Maloum	181	905
69	Ouaka	Bambari	Ngougbia	NGAKOBO	Site Maitrise (Club)	2770	13802
70	Ouaka	Bambari	Pladama-Ouaka	NGALINGOU	Site Minusca PK8	478	1633
71	Ouaka	Bambari	Pladama-Ouaka	PLADAMA	Site Pladama Ouaka	110	279
72	Haut-Mbomou	Djema	Djema	KADJIMA	LR C1	245	1085
73	Haut-Mbomou	Obo	Obo	NAKPANGA	Site Communauté Peuhl (Boyo)	62	310
74	Haut-Mbomou	Obo	Obo	YAGBA	Site de Mboki	292	1579
75	Haut-Mbomou	Obo	Obo	BAMBITO	Site de Zemio	146	693

### Annexe 3 : Liens vers les pages RCA des sites de la DTM

Les produits DTM de la RCA, sont disponibles sur l'un des liens ci-dessous :

<https://displacement.iom.int/central-african-republic>

<http://www.globaldtm.info/fr/central-african-republic/>

Aussi, les profils de chacun des sites évalués est accessible sur le lien ci-dessous :

[https://drive.google.com/open?id=1suKvx8idJSKOzgmFMV5Cyq1tc\\_S3neW-J](https://drive.google.com/open?id=1suKvx8idJSKOzgmFMV5Cyq1tc_S3neW-J)

Pour tout commentaire ou contact, veuillez laisser votre mot à l'adresse : [DTMRca@iom.int](mailto:DTMRca@iom.int)